

La voie de la reconstruction

"Depuis 2 ans, le Burundi est sur la voie de la reconstruction matérielle et humaine", précise Sœur Marie Goretti¹, de passage en Belgique.

L'occasion de faire connaissance.

"Après avoir souffert pendant plusieurs décennies de conflits interethniques et connu de nombreuses destructions humaines et matérielles, le peuple burundais a élu démocratiquement un nouveau gouvernement en 2005". Celui-ci s'est donné plusieurs priorités, dont celle d'investir dans les domaines-clés comme l'éducation.

ENSEIGNEMENT CONVENTIONNÉ

Au Burundi, le Ministère de l'Éducation est responsable de l'enseignement. Il s'occupe du pédagogique, rémunère les enseignants, détermine les programmes, organise la formation continuée... L'enseignement catholique est conventionné; l'Église catholique est partenaire de l'État. Depuis 1990, après la signature d'une convention scolaire entre l'Église et le gouvernement, le BNEC a été mandaté officiellement pour organiser les projets de l'Église du Burundi en matière d'éducation.

"Les écoles catholiques accueillent les enfants de toutes confessions, mais avec un projet éducatif qui leur est propre, précise Sœur Marie Goretti. Le nombre de nos écoles change chaque année, mais en tout

cas, les effectifs augmentent. Nous avons plus de 400 écoles primaires et secondaires".

NOUVELLE GRATUITÉ

L'enseignement burundais est devenu gratuit en 2005. Mais c'est à double tranchant: les écoles font à présent face à une trop forte demande. *"L'enseignement gratuit, c'est une très bonne chose en soi, estime Sœur Marie Goretti, mais c'est aussi un défi car s'il y a scolarisation massive, il faut aussi en assurer la qualité. Dans certaines écoles, on est passé de 50 élèves dans une classe à 200! De ce fait, les infrastructures manquent, de même que l'équipement, certains enfants étudient en plein air et la qualité des cours s'en ressent. Et surtout, les institutrices sont en nombre insuffisant. Les jeunes n'ont plus envie d'exercer ce métier et ils sont demandeurs de primes, d'augmentations de salaire... Par ailleurs, ils sont tous qualifiés mais manquent de formation continuée".*

Sœur Marie Goretti insiste sur la nécessité de concilier qualité et scolarisation massive. *"Tous les enfants doivent pouvoir aller à l'école, mais*

pas n'importe comment. Cela ne sert à rien si, par manque de suivi, les enfants qui sortent n'ont pas de réel bagage!". Beaucoup d'enfants ont aussi quitté l'école en période de guerre, enrôlés dans l'armée ou par les rebelles; d'autres restent à la maison, car leurs parents voient en eux de la main-d'œuvre supplémentaire. Ces derniers mois, la situation a empiré suite à la famine qui a frappé le Burundi, provoquant un grand nombre d'abandons scolaires. Pour y remédier, les établissements proposent des repas à la cantine scolaire. Mais du coup, l'école devient un moyen de survie pour certains, et la cantine presque plus importante que la classe!

STABILITÉ IMPORTANTE

L'Église catholique s'est engagée à mener une étude de faisabilité de l'enseignement non formel, l'homologue burundais de notre enseignement technique et professionnel. Cet enseignement doit maintenant aller au-delà de la simple alphabétisation et initiation à la catéchèse. Un décret présidentiel de 2001 organise ce type de formation en différentes catégories. Les élèves pourront à l'avenir bénéficier d'une formation certifiée.

Le BNEC est encore chargé d'autres missions: le suivi de la convention scolaire Église-État; l'enseignement de la catéchèse; la promotion des valeurs humaines, sociales et chrétiennes; l'équipement des écoles; la promotion de la santé morale et physique des jeunes. *"Au Burundi, les écoles catholiques ont en tout cas bonne réputation, affirme Sœur Marie Goretti. Elles sont bien gérées, rentables, stables. Nous insistons fortement sur la stabilité de nos écoles".* ■

BRIGITTE GERARD

1. Sœur Marie Goretti NIZIGIYIMANA est Secrétaire générale du BNEC, Bureau National de l'Enseignement Catholique au Burundi.

